

En quoi la Simplicité Volontaire représente-elle aussi un engagement pour le Sud ?

Quand on parle de « simplicité volontaire », on met souvent en avant l'aspect éthique de cette démarche, la conscience d'une nécessité de changer son rapport envers la Nature et les Hommes. Le mode de vie alternatif proposé par la démarche de simplicité volontaire tend vers plus d'égalité sociale et moins d'exploitation au travail ; il permet de retrouver une nouvelle joie de vivre et d'alléger substantiellement notre impact sur l'environnement. On prétend aussi que ce cheminement permettrait aux peuples lointains de vivre une vie décente : « vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre » proclamait Gandhi.

Mais qu'en est-il réellement ? Le changement radical de notre mode de vie et le projet de société qui s'y rapporte participent-ils vraiment à une meilleure trajectoire pour les peuples du Sud ? Cette « décroissance » au Nord, implique-t-elle un mouvement global de sortie du système économique mondialisé ? Ou serait-elle un moyen pour permettre davantage de « croissance » au Sud ? A moins que cette croissance économique de nos pays ne soit vitale pour le « bien-être » des populations « en développement » ?

Toutes ces questions nous ramènent à cette notion fondamentale qu'est « le développement ».

Il semble évident pour beaucoup d'entre nous qu'un système économique et sociétal radicalement différent entraînerait moins de désagréments environnementaux pour le Sud : changements climatiques, pollutions, perte de la biodiversité, exploitation des matières premières... Une question reste toutefois en suspens : la « déconnexion » à la mondialisation économique sera-t-elle prise positivement par les

populations qui exportent leurs ressources rares et autres produits manufacturés vers l'Occident ?

Dans une réflexion large, il est indéniable que ce système productif globalisé recrée les conditions d'exploitation et de domination de classes privilégiées sur des millions de paysans et les peuples du Sud forcés de se soumettre aux règles du marché mondial pour survivre. Un exemple marquant de cet état de fait est l'exploitation des terres devenues monocultures d'exportation, au détriment des terres vivrières nourrissant les populations du sud. Le FMI, la Banque Mondiale et les institutions internationales appuient d'ailleurs ce grand jeu néolibéral, que ce soit sous prétexte d'ajustements structurels et de remboursement de la dette ou d'éradication de la « pauvreté ». Quelle belle charité !

C'est bien cette vision utopiste, et destructrice, qu'il s'agit de critiquer et rejeter : le développement d'un monde de plus en plus occidentalisé, régi par les oligarchies financières et baigné dans l'idéologie du progrès scientifique et de la surconsommation comme bonheur ultime. La question de l'économie est bien sûr complexe et ne peut être résumée en quelques lignes. Pour faire simple, la relocalisation que l'on soutient sur nos terres va de pair avec une relocalisation générale et donc une rupture de la mondialisation économique.

Pour aller plus loin, je souhaite plutôt orienter le débat vers la sphère culturelle de cette délicate interrogation sur la décroissance et le Sud.



Car si l'on peut accepter cette forme de changement radical pour notre société opulente au Nord, il reste toujours plus difficile de se dire que le Sud devrait renoncer à sa « croissance ». Là est bien l'enjeu de la question. Si la décroissance est bien un projet pour le Nord, nous affirme Serge Latouche, elle n'implique pas que le Sud devrait conserver cet objectif de croissance. Celui-ci étant directement en lien avec la notion de développement.

C'est donc bien de là qu'il faut partir pour étendre la réflexion. L'idéologie du développement est propre à la société occidentale et à son histoire¹. Elle s'est bien sûr répandue à travers les colonisations et « l'entreprise du développement » au lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque le président américain Truman qualifia publiquement, pour la première fois, les pays du Sud de « sous-développés ». Ce constat de « retard » sur la société occidentale favorisa le déploiement de la force économique américaine (et européenne) à travers le globe. Les élites africaines et des autres continents ont poursuivi la marche, même après les indépendances ; la « colonisation de l'imaginaire » a continué auprès du peuple, avec l'impact que l'on connaît aujourd'hui.

La critique de la croissance va donc de pair avec la critique du développement, que ce dernier soit un prétexte à la domination capitaliste ou un simple moyen de répandre le modèle de société occidental à l'ensemble de l'humanité.

Afin de mieux préciser la logique du développement et son rejet, abordons à présent deux thèmes en rapport : l'ethnocentrisme et la notion de pauvreté.

Le premier thème est cher aux yeux de l'anthropologue Michael Singleton² (UCL). Celui-ci estime que rien sur terre n'est fondamentalement naturel, ni déterminé par une logique supérieure. Tout est culturel, c'est-à-dire construit par des logiques sociales propres à un groupe d'individus. La science elle-même n'est pas neutre, tout comme la notion de famille ou même de douleur par exemple. Partant de ce constat, l'ethnocentrisme peut être expliqué comme étant l'ensemble de valeurs et de conceptions défendues par une société qui, en général, estime celles-ci comme universelles. L'homme blanc a estimé que sa vision du bonheur et du mode de vie était universelle, alors que celle-ci est relative.

L'ethnocentrisme occidental est d'ailleurs renforcé par la domination économique, culturelle, politique et technique des pays occidentaux. Ainsi, l'ère du développement depuis soixante ans est culturellement marquée par le sceau occidental ! Au-delà des ravages environnementaux et sociaux, c'est également une destruction de la diversité des peuples et des cultures à laquelle nous assistons.

Un deuxième point nécessaire à la compréhension du phénomène : la notion de pauvreté. Ce n'est certainement pas à des « simplicitaires » que je vais commencer à expliquer la relativité de la pauvreté, ni même promouvoir le bien-être que la vie « pauvre » peut impliquer. Car la pauvreté, au sens noble du terme, a été défendue par de nombreux courants de pensée à travers l'histoire et le monde. Que vouloir de plus pour un peuple, vivant avec le nécessaire, heureux et autonome ? C'est malheureusement une vision négative de la pauvreté, influencée par notre regard occidental ethnocentriste, qui a motivé toutes les décennies du développement afin de changer l'autre à notre image. La charité occidentale est restée bloquée sous son regard propre sans même imaginer que celle-ci

aurait pu se traduire par des actes davantage responsables.

Ensuite, il importe de différencier la notion de pauvreté, la vie simple répondant au nécessaire, à la notion de misère, comme un état de survie difficile et d'exclusion sociale. Si la critique du développement implique une remise en question des actions dans cette logique-là, elle ne prône pas la passivité. Au contraire, il ne s'agit plus d'éradiquer la pauvreté (relative à chaque société), comme tentent de le faire l'Europe et les institutions internationales, mais bien de s'opposer à la logique créatrice de misère : le développement économique productiviste imprégné du capitalisme néolibéral. Christian Arnsperger complète d'ailleurs la misère sociale et environnementale créée dans le Sud, par la misère intérieure qu'implique notre société sur-consommatrice en perte de sens au Nord. Il la qualifie de « trahison de l'opulence ». La pauvreté choisie, libérée de tout jugement ethnocentriste et enrichie par la responsabilité qu'elle développe, représente donc un acte constructif en opposition au système créateur de misère.

Enfin, Albert Tévoédjré (intellectuel africain proche d'Ivan Illich) écrivait en 1978 « La Pauvreté, richesse des peuples ». Il s'efforçait déjà de remettre cette valeur fondamentale au goût du jour comme réel projet de société pour les Etats du Sud. Il mettait en garde sur le risque de mimétisme occidental et reconnaissait aussi le travail de sensibilisation effectué par les mouvements écologistes du Nord à cette époque. Il y prône de plus une réelle solidarité entre les peuples, dans le respect des différences de chacun.

Alors, quel lien entre la société de décroissance du Nord, application globale de la simplicité volontaire, et la situation des peuples du Sud ?



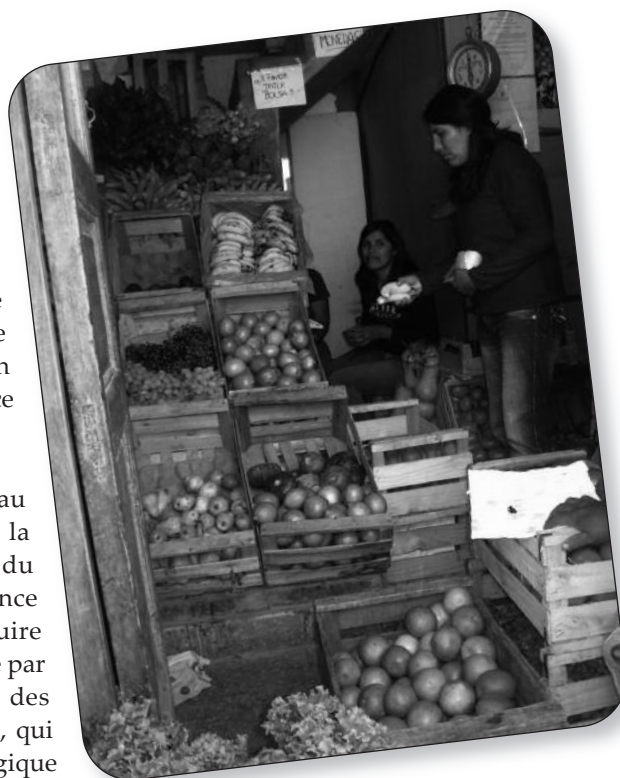
Ce projet propre à notre société a évidemment de nombreuses implications ailleurs que chez nous. Il représente une volonté de solidarité avec les peuples du Sud. D'une part, au travers du respect de leur environnement de vie, d'une fin de l'exploitation et de l'inégalité économique. D'autre part, le rejet de l'idéal de croissance et des valeurs qui lui sont chères donne un écho à la critique du développement. Ce développement qui entraîne depuis trop longtemps une déculturation progressive, de par l'occidentalisation du mode de vie et de pensée des peuples du monde. Un développement qui se trompe de plus de cible en visant la pauvreté, plutôt que l'origine de la misère.

La réflexion et le débat se construisent par les mots. Certains sont plus chargés que d'autres, en termes de valeurs et de présupposés, et recouvrent une toute autre réalité que celle qu'on voudrait idéalement leur attribuer. D'où la critique virulente contre un certain vocabulaire du pouvoir ou de l'opinion publique, trop peu remis en question. Quoi qu'il en soit, les démarches de simplicité volontaire et toutes les actions collectives sous les bannières de la transition ou de la décroissance, intègrent cette opposition au discours ambiant, peu importe les motivations originelles. La personne investie dans la simplicité volontaire représente une puissante forme de contestation globale et de construction conviviale, bien plus

qu'un « consommateur responsable ». Le risque serait pour le « simplificateur » de subir une autre forme de fatalisme en vivant son cheminement dans son coin ; cette démarche profonde devrait l'amener à étendre autant que possible son rayonnement vers l'espace public.

En définitive, face au dramatique constat de la situation dans les pays du Sud, notre conscience altruiste devrait se traduire de manière différente que par le don financier envers des ONG du développement, qui soit participent à une logique ethnocentriste, soit représentent un pansement sur une très sérieuse plaie. Il ne s'agit pas de critiquer radicalement toutes les ONG, mais de souligner que les logiques qui les accompagnent sont insuffisantes, ou créatrices de nouveaux problèmes. La simplicité volontaire a le mérite, à son échelle, de se concentrer sur la responsabilité individuelle, avant même d'interpréter subjectivement le problème d'autrui.

Cette conscience peut engager notre être tout entier dans une démarche de vie profondément humble et respectueuse de la pluralité des sociétés humaines. Une initiative marquée par la compréhension de l'inter-



dépendance de toute chose sur terre, qui ne devient réellement « militante » qu'au travers du collectif et de l'action publique !

Robin Guns, permanent

Cet article trouve son origine dans le mémoire que j'ai présenté en septembre 2010, dans le cadre de mon Master en Sciences de la Population et du développement à l'ULB.

(1) Pour une lecture très complète de la question, voir le livre de Gilbert Rist : « le développement, histoire d'une croyance occidentale ».

(2) Michael Singleton, « Critique de l'ethnocentrisme, du missionnaire anthropophage à l'anthropologue post-développementiste ».

Le SaluTerre va changer !

Suite à la dernière A.G. au cours de laquelle a été présentée et votée une proposition étudiée au préalable en groupe de travail, **le SaluTerre va changer de formule** et sera dissocié en deux périodiques distincts, **pour une période-test d'un an.**

- **SaluTerreLiens** : 6 fois par an, plus léger, vie de l'association. Possibilité de le recevoir en version PDF sur demande.
- **SaluTerre** : 2 fois par an, dossier monothématique plus fouillé, comme la revue ou le cahier annuel actuel.



**Le SaluTerre va
changer suite à
la décision prise
à la dernière A.G. :
infos p. 19**

Sommaire

Editorial	Nucléaire : enfin la fin	3
Energie	La Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre	4-5
	Nucléaire : l'avis du président... des Amis de la Terre !	6
FoE Vlanderen	Le retour des forêts certifiées durables... seulement sur papier !	7
Alimentation	La bio est-elle socialement fréquentable ?	8-10
	Une pomme de terre et une amie de la Terre... ..	11-12
SimpliciTerre	Tranche de vie à l'écovillage de Torri Superiore	13-14
	Fabriquer soi-même ses produits d'entretien	15-16
Nord/Sud	La Simplicité Volontaire, un engagement pour le sud ?	17-19
Transition	Au nom de la Terre : la Transition et le travail qui relie	20-21
Au jour le jour	Nouvelles des régionales et des locales	22-23
	La prospérité sans croissance selon Tim Jackson	24
	Agenda des activités	25
	Enquête sur la décroissance et la SV (résultats)	26
	Historique des AT et enquête sur l'eau (annonce)	27

SaluTerre 112

Depuis le numéro 103, le SaluTerre a pris un nouveau format et cette présentation nettement plus étoffée afin d'atteindre essentiellement 4 objectifs :

1. Faire circuler au sein de nos militants – les membres qui organisent les activités et/ou y participent activement – les informations utiles relatives à nos thématiques et à nos campagnes ;
2. Informer nos membres sympathisants sur les réflexions et les actions menées par l'association ;
3. Donner au lecteur non membre qui découvre notre association à travers le SaluTerre une image assez précise de ce que sont les Amis de la Terre - Belgique et la manière dont ils s'inscrivent au sein de la fédération internationale de FOEI (Friends Of the Earth International)
4. Annoncer de manière succincte les prochaines activités du trimestre qui sont décrites de manière plus complète sur notre site www.amisdelaterre.be

Sauf mention contraire, tous les articles peuvent être reproduits en indiquant leur source.

Ce SaluTerre est le vôtre !

Cette revue est écrite par nos permanents et par des militants ; elle est ouverte à tous et sa réussite dépend de chacun. Envoyez nous vos impressions, vos suggestions pour améliorer les prochains numéros du SaluTerre et vos articles, photos comptes-rendus pour l'enrichir !

Coordonnées des Amis de la Terre-Belgique

Les Amis de la Terre-Belgique a.s.b.l. • Rue Nanon 98 • BE-5000 Namur
Tél. 081 39 06 39 • Fax 081 39 06 38 • contact@amisdelaterre.be • www.amisdelaterre.be

Responsables et personnes de contact :

BRABANT W. :	DANEAU Jacques	010 61 14 29	jacquesdaneau@scarlet.be
BRUXELLES :	DE NEYER Paul	02 770 93 57	pauldeneyer@gmail.com
HAINAUT :	CARPIAUX Alain	065 33 74 98	alain.carpiaux@gmail.com
	COTMAN Florent	0484 68 15 12	florent.cotman@base.be
LIÈGE :	BRICK Didier	04 375 09 88	liege@amisdelaterre.be
	ANDRETTA Pasquale	04 377 23 49	andretta@skynet.be
LUXEMBOURG :	DE MEERSMAN Paul	063 22 82 80	pdm.vnh@gmail.com
NAMUR :	GUILLAUME Marcel	081 21 49 69	namur@amisdelaterre.be
	LIARD Luc	0476 81 41 32	liardluc@gmail.com

Cotisation - abonnement au SaluTerre :

La cotisation annuelle comprend l'abonnement au SaluTerre (infos en page 27) :
25 Euros à verser au compte TRIODOS • IBAN BE65.5230.8002.7196 • BIC TRIOBEBB

Comité de rédaction :

CALAY Maxime, GANDIN Ezio, PAENHUYZEN Veronika

Éditeur responsable : GANDIN Ezio

Ont participé à la rédaction de ce numéro :

Ezio Gandin, Daniel Comblin, Maxime Calay, Paul De Neyer, l'équipe de Silence, Hélène Poncelet, Cathy Lemaire, Geneviève Adam, Robin Guns, Corinne Momen, Helena ter Ellen, Cathy Kuppens, Christian Saule, Alain Carpioux, Pierre Léger, Marcel Guillaume, Jean-Philippe Body

Mise en page : Maxime Calay • Impression : Idécoppy, sur papier recyclé

Photos de couverture : Manifestation anti-nucléaire à Namur, le 9 avril 2011



Les Amis de la Terre et « Friends of the Earth International »

Créé en 1969, les Amis de la Terre constituent aujourd'hui la plus grande fédération écologiste mondiale. Avec plus de 70 représentations nationales, Friends of the Earth International parlent au nom de plus de 5000 groupes locaux et de plus de 2 millions de membres.

Les Amis de la Terre-Belgique existent depuis 1976 et sont actifs en Wallonie et à Bruxelles avec une reconnaissance de la communauté française en tant qu'association d'éducation permanente. Depuis 2006, Friends of the Earth Vlaanderen & Brussel représente la partie néerlandophone du pays.

